

énéo FOCUS

JUIN 2018

Au nom du peuple

THÈMES

Citoyenneté

Éducation permanente

Politique

Société

À DÉCOUVRIR DANS CETTE ANALYSE

Dans cet Énéo Focus on repart de la notion de peuple tel qu'il est mobilisé dans la Constitution pour comprendre les formes actuelles de citoyenneté et le contexte d'émergence du populisme. Ce dernier est décortiqué dans ses trois dimensions : le langage, l'attitude et l'action. On se demandera s'il est possible de contrer le populisme et on verra que celui-ci est naturellement appelé à s'essouffler.

QUESTIONS POUR LANCER ET/OU PROLONGER LA RÉFLEXION

Pourquoi les discours populistes sont-ils si attirants ?

Comment déceler un discours populiste ? Quels sont les procédés rhétoriques qu'il utilise ?

Quels sont les leviers d'action individuels et collectifs pour contrer le populisme ?

AU NOM DU PEUPLE

La vieille Constitution de la Belgique s'ouvrait par ces mots : « *Au nom du peuple belge, le Congrès national décrète...* ».

Ce préambule avait un mérite. Dans sa concision, il exprimait une double idée. La première. Il y a un peuple belge. En septembre 1830, il a fait la révolution. Il a chassé les Hollandais. Il a mis fin au régime de 1815. Voilà qui est simple. Seconde idée. Il y a une Constitution. En février 1831, le Congrès national a établi un État. Il a créé des institutions politiques, administratives et judiciaires. Il leur a remis les clefs du Royaume. Il n'a pas oublié de proclamer les droits et libertés de ses ressortissants. Voilà qui est clair.

Bref, la Constitution a fourni un acte de naissance authentique à l'État Belgique. Et, en même temps, une feuille de route pour les autorités et les citoyens.

Hélas ! Cette belle formule est tombée à la trappe lors de l'opération de renumérotation de la Constitution. En 1994, la référence a été jugée anachronique. Qui se souvient encore du Congrès, même ceux qui passent, chaque jour, devant la colonne du même nom, rue Royale à Bruxelles ?

L'on ne s'en est pas rendu compte. L'opération de ravalement faisait tomber, fût-ce de manière symbolique, le peuple belge de son piédestal. Le mot n'apparaît plus dans le texte. Hormis dans l'article 91 qui impose au Roi de prêter serment à la Constitution et aux « *lois du peuple belge* ».

3 moments de citoyenneté

Je ne pleure pas sur le lait renversé. Je constate plutôt, avec un sourire amusé, que le peuple déchu s'est rebellé. Il s'est exprimé de maîtresse façon. Je relève ici trois phénomènes significatifs.

Dans le dernier quart du XXe siècle, la citoyenneté a été mise à l'honneur. Comme jamais auparavant. Un seul exemple. En 1985, je réunis à Louvain-la-Neuve un colloque international sur le thème de *La participation directe du citoyen à la vie politique et administrative*. L'on est loin d'un discours ronronnant sur les mérites de la démocratie parlementaire. Dès ce moment, la communauté des juristes conçoit les techniques et les procédures qui permettront au citoyen, pris isolément ou en groupe, de se manifester dans la vie de la cité et d'y faire entendre ses préoccupations. Le thème de la consultation du peuple sur les grandes et petites questions de société est au cœur des débats, des projets et des réalisations.

Deuxième phénomène. Au début du XXIe siècle, l'Europe cherche à donner à la citoyenneté une dimension plus large encore. L'adoption de la Charte des droits fondamentaux de l'Union en fournit un exemple caractéristique. Elle complète sur des points importants la Convention européenne des droits de l'homme. Une précision essentielle figure en toutes lettres dans la Charte. Il importe de contribuer « *à la préservation et au développement de(s) valeurs communes* » pour les « *peuples d'Europe* »

Troisième réalité, à vrai dire plus complexe. Aujourd'hui, des formes nouvelles de citoyenneté se développent. Le peuple est en ébullition. En Belgique comme ailleurs. L'organisation et le fonctionnement des institutions portent la trace de ces évolutions parfois désordonnées.

Les citoyens veulent prendre la parole et, si possible, se faire entendre. Assidument, utilement et, pourquoi pas, énergiquement. En s'écartant des procédés traditionnels de l'expression politique. En allant jusqu'à s'interroger sur l'utilité du vote. En diversifiant les temps, les lieux et les formes de la participation populaire.

Il faut le souligner. Les techniques à la mode peuvent procéder de préoccupations différentes, pour ne pas dire : contradictoires. Elles s'inscrivent tantôt en marge, tantôt à l'encontre des structures et des procédures officielles.

Dans une première version, l'appel au peuple poursuit un objectif. Il s'agit d'améliorer le fonctionnement des institutions existantes. Il faut conserver les formes classiques de participation, mais aussi en concevoir de nouvelles. À titre complémentaire ou subsidiaire. Il faut, dit-on, encourager la création de panels citoyens qui alimentent les élus et les assemblées en idées novatrices. Il faut, ajoute-t-on, consacrer une part du budget communal au financement d'initiatives que les citoyens auront conçues de manière autonome. Il faut, précise-t-on encore, envisager, comme en Wallonie, l'élaboration d'un décret « par tous et pour tous ». Ce ne sont là que des exemples.

Dans tous ces cas, le pouvoir de décision des autorités représentatives n'est pas, à proprement parler, contesté ni compromis. Il est modalisé. Les citoyens ou, en tout cas, certains d'entre eux peuvent s'exprimer à l'un ou l'autre moment d'un processus décisionnel complexe. À l'issue de celui-ci, l'autorité légitime que l'on suppose ainsi mieux éclairée prendra définitivement position et imposera à tous sa décision. Celle-ci sera d'autant mieux acceptée qu'elle ne tombera pas comme un ukase, mais qu'elle aura fait au préalable l'objet d'une large délibération.

Dans une seconde perspective, les formes nouvelles de citoyenneté témoignent peu ou prou du souci d'en découdre avec les élections, avec les élus, avec les parlements, avec les gouvernements et avec leur entourage, bref avec le système institutionnel pris dans son ensemble et avec tous ses acteurs. Le discours iconoclaste est connu. « Au diable, ce fatras institutionnel difficilement compréhensible. Assez de ce pouvoir confisqué par les élites. Y en a marre de ces mandataires publics qui prennent plaisir à se disputer sur des questions idéologiques ou prétendues telles, quand ce n'est pas sur des querelles de clocher, mais qui affichent, en réalité, leur incapacité à régler les difficultés politiques, économiques et sociales du moment ».

Les élus se trouvent en ligne de mire. L'on critique volontiers la méthode de sélection : ne se recrutent-ils pas, à l'heure actuelle, par les voies de l'endogamie ou de l'hérédité ? L'on conteste aussi leur compétence : calfeutrés qu'ils sont dans leur tour d'ivoire, n'ignorent-ils pas tout de la « vraie vie » ? L'on met encore en cause leur intégrité, sinon leur honnêteté : ces carriéristes et ces cumulards ne profitent-ils pas l'excès des avantages qu'une situation privilégiée leur réserve ? Bref, le « milieu politique » — l'appellation est significative — est décrié. Il manquerait tout à la fois de légitimité, de crédibilité et d'efficacité.

Le succès du populisme

Dans ce contexte, le populisme fait florès. Il se développe, notamment, mais pas uniquement, sur le terrain politique¹. *Il se caractérise par un langage, une attitude et une action qui flattent de manière systématique les goûts du peuple — réels ou prétendus tels —, qui s'attachent à gagner ainsi ses faveurs et, si nécessaire, à capter ses suffrages.*

Il est vrai que le mot « populisme » est parfois présenté comme un compliment. Il devrait être pris au premier degré. Il traduirait une préoccupation effective, celle qui va aux besoins et intérêts du plus grand nombre. Pour rester dans le registre de la Constitution, l'on rappellera que la plus ancienne d'entre elles (1787) commence ainsi : *We the people*.

Le plus souvent, cependant, le mot est pris dans un sens péjoratif. Il traduit une tendance malade. L'on peut en relever trois symptômes, en précisant qu'elle peut faire des dégâts dans toutes les formations politiques et peut-être même dans tous les esprits. Comme dit le fabuliste, *ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés*.

Les mots du populisme

Il y a un *langage populiste*. Pour « faire peuple », l'on parle comme l'on croit que le peuple parle. Les mots utilisés sont excessifs, outranciers, pour ne pas dire : caricaturaux. Toujours à l'emporte-pièce.

Pourquoi parler « argent » ? « Pognon » ou « fric » seront plus expressifs, surtout si l'on joint le geste à la parole en sous-entendant que tous s'en mettent plein les « pouilles ». Pourquoi parler « homme et femme politiques » ? « Politicien » emporte, avec lui, sa dose de mépris. Pourquoi parler de « compromis » ? « Magouille » fera l'affaire...

¹ D'autres milieux — dans le secteur social, économique, culturel, médiatique... — sont guettés par le même mal.

Le ton est donné. Le langage véhicule avec lui un ensemble d'images. Il faut donner un « *bon coup de balai* », c'était déjà le discours de Rex ; il faut « *nettoyer les écuries d'Augias* » — un autre classique—. Avec cette autre formule injurieuse : « *tous pourris* », sauf bien entendu les dénonciateurs — purs et durs —.

Loin de moi l'idée qu'il faille parler comme à l'Académie française. Mais il y a une rhétorique populiste qui, à raison des termes utilisés et des invectives lancées, empêche la discussion et ne permet pas le développement d'un réel dialogue. Entre les mandataires, mais aussi entre les citoyens et les autorités publiques. Or, cet échange de points de vue se trouve à la base même du fonctionnement d'une société démocratique². Il témoigne d'un respect élémentaire pour l'adversaire d'aujourd'hui qui peut aussi se présenter comme le partenaire de demain.

L'attitude du populisme

Il y a aussi une *attitude populiste*. Elle revient à magnifier le peuple, sans réserve. Le pouvoir, lui, il est critiqué, pour ne pas dire : condamné. Même si ses contempteurs sont prêts à en ramasser les attributs et à en exercer les tâches lorsque les détenteurs actuels du pouvoir tant décriés auront « *dégagé* » — pour utiliser un terme à la mode —

Les élites, l'*establishment*, la classe politique, mais aussi les fonctionnaires, les juges et les professeurs sont mis au pilori. Les corps intermédiaires, comme on les appelait dans le courant du XXe siècle, à savoir les partis, les syndicats, les mutuelles ou les mouvements sociaux, sont aussi mis au rebut.

Seule compte la masse des citoyens dont quelques gourous inspirés et autoproclamés se disent capables de traduire les émotions, d'exprimer les besoins et de concrétiser les préoccupations. De ce point de vue, l'attitude populiste est simplificatrice. Elle suggère de nouer un dialogue direct, entre quatre z'yeux, entre l'homme ou la femme politique (porteur au besoin d'une image charismatique), d'une part, et le citoyen, pris individuellement, d'autre part. Le procédé est cousu de fil blanc. La maxime est connue : « *diviser pour régner* ».

Une société politique en miettes se situe aux antipodes d'une société démocratique organisée.

L'action populiste

Il y a encore une *action populiste*. Elle se nourrit de l'existence de l'autre, au singulier ou au pluriel. Le populisme a besoin de boucs émissaires. S'il n'y avait pas X, Y ou Z, la vie de la société belge serait idyllique. Mais un grand malheur frappe notre pays : il y a des Belges, mais aussi des étrangers, des Flamands, mais aussi des Wallons, des travailleurs, mais aussi des sans-emplois, des personnes en bonne santé, mais aussi des malades de longue durée...

L'action populiste est catégorielle et même sous-catégorielle. Parmi les étrangers, par exemple, il y a les bons et les mauvais, les expatriés et les immigrés, les Chinois ou les Indiens et les Maghrébins les Juifs et les Arabes... Et, en même temps, elle est homogénéisante en même temps qu'elle est stigmatisante : « tous » les Marocains en provenance du Rif, etc. Inutile d'insister sur ce point : le populisme flirte avec la xénophobie et le racisme.

L'action populiste contribue à développer sur ces sujets une « culture de l'émotion et de la peur ». Une culture de l'excès plutôt que de la normalité. C'est comme dans « L'étoile mystérieuse » de Tintin. La catastrophe est à nos portes. Le vieux monde s'effondre. Les nouveaux prophètes ont le champ libre. Tout est possible. Tout, tout de suite. Demain, on rasera gratis.

² Point besoin de dire que le *tweet* — ce gazouillis qui oblige à ramasser sa pensée en 280 signes, espaces compris — n'aide pas au développement d'idées nuancées : c'est le café du commerce et, dans certains cas, la place de Grève.

Quel remède ?

Se trouve-t-il quelque remède dans la pharmacopée sociale ? Y a-t-il des aspirines pour faire tomber la fièvre ? Y a-t-il des médicaments pour guérir le mal ? Y a-t-il une opération pour assainir le corps malade ? C'est triste à dire. Pas vraiment.

Le combat contre le populisme est de longue haleine. Il faut le redire sans cesse. « Gardons la raison. Gardons le sens de l'équilibre. Préservons nos libertés, cela va de soi, mais préservons aussi nos liens de solidarité. Soyons préoccupés de bonheur — le nôtre, celui de notre entourage, celui de notre famille —, mais faisons vivre aussi les groupes et les mouvements auxquels nous participons — de près ou de loin —. Soyons attentifs à la conciliation de ces préoccupations et de ces intérêts »..

Il faut aussi se battre pied à pied. Pour dénoncer les impostures, les raccourcis, les outrances. Pour démonter les raisonnements simplistes. Pour effacer les images et les clichés réducteurs.

Il faut utiliser sans répit la stratégie « enseignement—formation—emploi » pour permettre à chacun de trouver une place dans le corps social et pour lui éviter de s'accrocher aux idées les plus sottes et, en même temps, les plus délétères.

Quand le populisme s'essouffle

Une note positive, pour conclure. Le populisme peut s'essouffler. Plus vite qu'il ne le croit ou ne l'espère. L'efficacité de son langage et de son style a des limites. Il peut séduire dans un premier temps, mais fatiguer à la longue. Il ne suffit pas de dire qu'on parle « au nom du peuple » pour l'incarner ou pour le représenter réellement et durablement.

Il arrive aussi que le rideau se déchire. Et que Degrelle n'apparaisse plus que comme un bouffon — qui a sans doute séduit des couches importantes de l'opinion publique dans l'entre-deux guerres mais qui, pendant le conflit, a sombré dans le mépris et dans l'oubli.

Évidemment, l'intermède peut être douloureux. Ce n'est pas une raison pour sacrifier aux modes, pour céder aux facilités de langage ou de style, pour flatter le peuple dans ses instincts les plus élémentaires. L'attitude démocratique n'est ni défensive ni conservatrice. Mais elle peut témoigner de la fidélité à des valeurs humaines et sociales.

Pour conclure

« *Plus est en vous* », disait le seigneur de Gruuthuse. Je moderniserais volontiers la devise en disant : « *Plus est dans le peuple* ». Pour autant que ce peuple-là ne se laisse pas mener par le bout du nez par des leaders ou des formations populistes. Pour autant qu'il ne cherche pas en lui-même un faux unanimisme, mais qu'il se reconnaisse dans ses diversités de tout genre. Pour autant qu'il se gère selon des règles et des procédures qu'il a lui-même établies.

Si ces conditions sont remplies, l'on songera peut-être, un jour, à restaurer et à moderniser la formule qui figurait jadis au fronton du texte constitutionnel. L'on se risquera alors à écrire : « *Au nom du peuple belge, le pouvoir constituant établit ce qui suit...* ».

Francis Delpérée,
Président d'Énéo

Pour citer cette analyse

Delpérée F., (2018), « Au nom du peuple », *Énéo Focus*, 2018/06.

Avertissement : Les analyses Énéo ont pour objectif d'enrichir une réflexion et/ou un débat à propos d'un thème donné. Elles ne proposent pas de positions avalisées par l'asbl et n'engagent que leur(s) auteur(e)(s).

Énéo, mouvement social des aînés asbl
Chaussée de Haecht 579 BP 40 – 1031 Schaerbeek - Belgique
e-mail : info@eneo.be – tél. : 00 32 2 246 46 73

En partenariat avec



Avec le soutien de